



Québec: «Pour que dure la lutte et l'espoir»

Depuis le 13 février, un extraordinaire mouvement étudiant se déroule au Québec. Il est en passe de passer à la postérité sous l'appellation de «printemps érable». Son origine? Une hausse sur cinq ans des frais de scolarité de 2168 à 3793 dollars canadiens mise en œuvre par le gouvernement du libéral Jean Charest (premier ministre du Québec et «ministre de la jeunesse», en poste depuis 2003). Cela alors même que déjà 65% des étudiant·e·s s'endettent en moyenne de près de 14'000 dollars canadiens (près de 13'000 francs).

Un gouvernement qui réprime et ne négocie pas

Face à cette hausse, des milliers d'étudiant·e·s occupent leurs lieux d'études et manifestent, rejoint à de nombreuses occasions par des milliers de québécois·e·s, en particulier les 22 de chaque mois. Le gouvernement réplique en refusant toute négociation et, pire, par un surcroît de répression, dont la fameuse loi 78. Une loi pour «la paix et l'ordre» qui fait fortement songer à celle qui a été adoptée dans le canton de Genève.

Elles apportent toutes deux de nombreuses restrictions au droit de manifester, contraignent à respecter les conditions arbitraires que les autorités jugeront utiles d'émettre et soumettent les organisateurs à de fortes amendes

si des «dommages» devaient être occasionnés lors d'une manifestation. La loi québécoise comporte toutefois une spécificité propre au moment où elle a été promulguée: elle soumet les lieux d'études touchés par des grèves et des occupations à un «lock-out» en reportant la fin du semestre d'hiver à l'automne. Une coïncidence veut que ces deux lois fassent l'objet d'une condamnation de la part d'instances de l'ONU.

Les gouvernements de Québec et d'Ottawa ont déjà répondu avec le plus profond mépris à la haute commissaire aux droits de l'homme: que cette dernière s'occupe plutôt de ce qui se passe en Biélorussie, en Iran et en Syrie. Contrairement à ce que le gouvernement espérait, l'adoption de cette loi a renforcé le mouvement et lui a apporté un soutien renouvelé de la part d'importantes couches de la population. De ce fait, le mouvement s'est étendu d'une contestation de la hausse des études à une remise en cause d'une société fondée sur la marchandisation et la concurrence des uns contre les autres.

Riposte contre le néo-libéralisme: vers une grève sociale?

Ainsi, le dernier Congrès de la CLASSE (la Coalition large pour une association de solidarité syndicale étudiante, organisation fer de lance du mouvement qui revendique plus de

100'000 membres) qui s'est tenu le 17 juin a déclaré que: «*Le mouvement étudiant a pris pour point d'ancrage la question des frais de scolarité et de la marchandisation des universités. Il n'est, cependant, pas dupe quant à l'articulation de cette mesure dans un projet plus large touchant autant l'éducation primaire et secondaire, le secteur de la santé que l'exploitation sauvage des ressources naturelle. [...] Le gouvernement tente de compartimenter notre grève en affirmant que sa mesure vise à faire payer sa «juste part» au corps étudiant. Pourtant dès le début de la grève les étudiants et étudiantes ont tenté d'affirmer que le projet politique qu'ils portaient dépassait le cadre d'une stricte négociation [...] Nous voulons, certes, voir le gouvernement annuler ladite hausse des frais de scolarité, mais nous désirons du même coup remettre en question l'impératif économique qui trace les politiques de nos gouvernements.*» La CLASSE signale qu'une simple annulation des réductions d'impôts aux riches et aux entreprises réalisées ces dernières années permet d'assurer une éducation gratuite au bénéfice de l'ensemble de la société.

Dans le contexte présent d'une profonde crise du capitalisme mondialisé, ce mouvement, constituent les germes d'un autre monde possible et nécessaire.

(Cercle La brèche, 21 juin 2012)

Québec: entretien avec deux animateurs de la CLASSE

Nous publions ici l'extrait d'une traduction d'un entretien avec deux animateurs de la CLASSE, Guillaume Vézina et Guillaume Legault. Cet entretien, dont la version complète peut se lire sur notre blog, a été publié par des militants socialistes des Etats-Unis.

Quels sont les enjeux de la lutte?

G. Vézina: Nous luttons contre la hausse des frais d'études qui nous est imposée par le gouvernement de Jean Charest. La CLASSE, notre syndicat, a été fondée sur l'idée que l'éducation devrait être gratuite ainsi qu'un droit social. Lorsque Charest a proposé une augmentation des frais, nous avons déclaré que nous ne l'accepterons pas. C'est là la principale question à l'origine de la grève.

Nous rejetons l'idée selon laquelle les universités ont besoin de demander plus d'argent aux étudiant·e·s. Elles ont augmenté leurs effectifs et cherchent à répondre à leurs besoins budgétaires de cette façon. Nous soulevons cependant des questions plus larges: notamment sur ce que devrait être un système éducatif. Les universités souhaitent que l'éducation ait trait à la recherche et au développement pour Nike et d'autres entreprises. Nous pensons que l'éducation doit tendre à une amélioration de la société et non à contribuer à la réalisation de profits.

Pourquoi le gouvernement Charest est-il en train de tenter d'imposer une augmentation des frais d'inscription pour l'université?

G. Legault: Le gouvernement a commencé, à partir de 2007, une activité frénétique. Même avant la crise économique qui a débuté en 2008, il a annoncé la mise en place d'un vaste plan d'austérité. Le gouvernement a décidé de baisser considérablement les impôts des entreprises. Il a même aboli à partir de 2007 le dernier impôt sur le capital.

Le gouvernement a déclaré: *«Nous n'avons pas suffisamment d'argent. Nous devons augmenter le coût de l'accès aux services publics afin d'équilibrer notre budget.»* Vous connaissez cette mélodie, c'est toujours et partout la même. Il a introduit des petits frais d'accès pour chaque

service. Dans le domaine des soins, le gouvernement a introduit une franchise (un ticket modérateur) pour acheter certains médicaments. Il en a été de même pour de nombreux autres services. La résistance des syndicats et d'autres organisations a débuté, face à cette situation, en 2010.

Nous savions que l'éducation serait la prochaine étape. Dès lors, lorsque le gouvernement a proposé en 2010 cette augmentation des frais d'accès aux études, nous nous sommes dits: *«Eh! Que va-t-il se passer? Qu'allons-nous faire contre cela?»*

«Nous pensons que l'éducation doit tendre à une amélioration de la société et non à contribuer à la réalisation de profits»

A cette époque, ASSÉ [Association pour une solidarité syndicale étudiante], qui est à l'origine de la formation de la CLASSE, venait de décider que nous allions tenter de lancer une grande campagne d'information destinée à tous ceux et celles qui étaient concernés par l'augmentation des taxes et autres impôts.

Au cours des deux premiers mois difficiles de la grève générale [étudiante], de nombreuses manifestations et actions directes étaient déjà organisées. Nous avons alors organisé une immense manifestation à Montréal. Une manifestation qui unissait les voix de plus de 200'000 personnes. Lors de cet événement, le 22 mars 2012, nous avons eu plus de 320'000 personnes en grève d'une journée.

Peut-être avons-nous été très ambitieux, mais je pense que les luttes actuelles ne font que confirmer que tout est possible. Les masses de gens se déplacent en ce moment encore plus à gauche que nous. Nous n'avons plus

le «contrôle» sur ce qui se passe. C'est une chose magnifique!

Il suffit de songer à la manifestation du 22 mai. Cela a été l'une des plus grandes manifestations de l'histoire canadienne. Nous étions vraiment surpris par sa taille, ne serait-ce que parce que la grève devenait vraiment, vraiment longue.

Le gouvernement vient juste de passer en mode d'attaque. Il a systématiquement tenté de nous abattre avec la Loi 78 qui fondamentalement criminalise toute organisation de protestation. Cette loi a cependant offensé les gens et répandu la lutte. Tout le monde l'a exprimé le 22 mai. Le gouvernement a donc créé un monstre constitué de nouveaux militants déterminés qui vont le hanter pour au moins les deux prochaines décennies.

Qu'est-ce que cette Loi 78 et quelle a été votre réponse à celle-ci?

G. Vézina: La loi contient de nombreuses dispositions. Premièrement, elle suspend le semestre jusqu'au mois d'août. Toutes les universités sont donc pratiquement fermées, qu'elles soient en grève ou non. Cela afin d'essayer de paralyser la grève.

Deuxièmement, la loi donne aux flics le droit d'interdire une manifestation de 50 personnes ou plus si les organisateurs n'indiquent pas à l'avance aux autorités l'heure, la date, la durée et le parcours de la manifestation. Les flics peuvent même modifier le parcours si celui-ci rompt la «paix sociale». Cela veut dire que si nous organisons par exemple une manifestation contre le Premier ministre qui se trouve à un endroit précis, ils peuvent nous répondre: *«allez manifester dans une autre ville, un autre jour.»* C'est absurde!

Cette loi ne touche pas seulement les étudiant·e·s. Elle touche tout le monde, y compris les syndicats traditionnels. Elle permet de même de suspendre la perception automatique des cotisations syndicales si les gens violent cette loi.





Malgré ces intimidations, je pense que cette loi a des effets inverses à ceux recherchés. Vous pouvez le voir lors de la manifestation du 22 mai. Certaines organisations étudiantes ont donné aux autorités un parcours autorisé que presque tout le monde ne voulait pas. Il a été demandé aux manifestant-e-s s'ils souhaitaient suivre le parcours autorisé ou plutôt un autre, donc illégal. Tout le monde, toute la manifestation a choisi pour le parcours illégal. L'ensemble de la manifestation, avec des dizaines de milliers de participant-e-s, était illégale. C'est là le plus grand acte de désobéissance civile jamais vu au Québec depuis 40 ans.

Quelle est la force de la grève au Québec?

G. Legault: Il y a plus de 160'000 personnes qui sont en grève générale pour différentes raisons. Sur ce chiffre, plus de 100'000 luttent pour des revendications plus radicales. Certains sont en grève jusqu'à ce que nous obtenions une offre raisonnable du gouvernement; d'autres jusqu'à ce que nous revenions au niveau des taxes scolaires de 2007; d'autres encore jusqu'à ce que nous obtenions la gratuité des études. Et il y a même un

campus qui a récemment d'être en grève jusqu'à la révolution sociale, même si celle-ci ne fait pas partie de la plate-forme de la CLASSE...

Ces 100'000 grévistes ne vont pas cesser la grève tant que nous n'obtiendrons pas une offre raisonnable au moins au sujet des taxes d'études.

Jusqu'à aujourd'hui nous n'avons pas obtenu une seule offre du gouvernement au sujet des frais d'inscription. C'est étonnant parce qu'il perd plus d'argent qu'il n'en aurait obtenu de l'augmentation. Le gouvernement n'a pas encore cessé de compter combien la grève leur coûte. Cela montre les objectifs politiques et idéologiques réels derrière cette augmentation.

Pourquoi pensez-vous que cette lutte a atteint une telle ampleur en comparaison à d'anciennes luttes étudiantes?

G. Legault: Le mouvement Occupy aux États-Unis a, en outre, montré aux gens qu'il était possible de bouger et de contester. Il y a également des raisons spécifiques, propres au Québec. Je pense que l'une des principales différences cette année tient à l'ampleur de la CLASSE et à la place que l'ASSÉ a dans la lutte d'ensemble.

Nous avons mis sur pied une grande équipe de militant-e-s à l'échelle nationale, organisé les campus, jeté les bases d'un travail à la source et organisé des assemblées générales dans le but de préparer à la grève. Nombre d'entre nous ont tiré les leçons des erreurs et des échecs de 2007. Nous avons appris beaucoup de cela.

Avec cette lutte je crois que nous avons vraiment dépassé tous les records historiques de l'activisme étudiant.

Comme la CLASSE est-elle organisée et comme diffère-t-elle des deux autres syndicats étudiants, la FEUQ [Fédération étudiante universitaire du Québec] et la FECQ [Fédération étudiante collégiale du Québec]?

G. Legault: Je crois que la principale différence est la démocratie directe. Dans notre organisation, nous ne disons jamais aux gens ce qu'ils doivent faire, nous voulons que les gens nous disent ce que nous devons faire. Nous n'organisons pas l'ensemble d'un campus dans un seul syndicat. Nous organisons nos sections syndicales par faculté, de telle sorte que nous plongeons nos racines aussi profondément





Manifestant contre la répression du mouvement à Montréal

que possible, impliquant autant d'étudiant-e-s que possible.

Deux autres différences principales entre les organisations nationales tiennent certainement aux principes et aux actions, ASSÉ et la CLASSE s'affirment comme faisant partie d'un syndicalisme combatif. Ce principe central de notre organisation détermine les actions que nous entreprenons pour nous faire entendre.

Ce type de syndicalisme étudiant fait que nous construisons notre mouvement comme étant complètement indépendant des partis politiques. Une autre idée clé pour nous est que nous avons besoin d'un syndicat combatif fondé sur un rejet complet de la collaboration. Nous sommes également des féministes par principe. Ces principes ont structuré notre lutte. La CLASSE est véritablement un mouvement de base.

Je ne pourrais pas dire cela de la FEUQ ou de la FECQ. Ces deux fédérations tentent d'avoir un contrôle serré sur ce qui se passe. Avec la croissance de la CLASSE, toutefois, nous avons été à même d'exercer une in-

fluence importante sur les autres syndicats étudiants, les poussant à gauche et les insistant à prendre des positions plus combatives. Il s'agit là d'un réel changement comparé au passé.

Comment collaborez-vous avec les autres syndicats étudiants?

G. Vézina: Au commencement de la lutte, il y avait de grandes tensions entre les différentes organisations. Les deux autres syndicats étaient intimidés par Charest et n'étaient pas très aimables avec la CLASSE et notre principe de syndicalisme combatif. Nous n'avons donc pas beaucoup collaboré. Par contre, nous avons travaillé ensemble dans la préparation d'une série de manifestation contre les hausses des taxes. Nous avons ensuite formé un comité de négociation commun qui a décidé de rester ferme sur les points sur lesquels nous sommes parvenus à un accord, comme, par exemple, l'arrêt des hausses.

G. Legault: Nous avons bâti une solidarité sans précédent entre les syndi-

«Si le mouvement étudiant québécois est défait, cela sera pire pour tout le monde. Nous n'avons pas d'autre choix que de vaincre»

cats étudiants. Celle-ci a été mise à l'épreuve par le gouvernement. Il a tenté d'exclure la CLASSE à trois reprises des négociations. Nous avons toutefois maintenu une forte unité jusqu'à aujourd'hui.

Les autres syndicats n'ont pas été absorbés par des négociations séparées. Nos différences restent toutefois fortes. Il y a une histoire avec les autres organisations nationales. Nous en avons fait l'expérience lors de la grève de 2005 lorsque les autres syndicats ont réalisé des accords séparés. Nous devons prendre en considération cela dans la façon dont nous envisageons et mettons en œuvre notre stratégie politique.

La grève étudiante a-t-elle obtenu de la solidarité de la part du mouvement syndical?

G. Legault: Nous avons obtenu un soutien massif. La plupart des syndicats ont voté des résolutions de soutien à notre lutte. Ils ont fait des dons importants. Des militant-e-s des syndicats viennent à chacune de nos manifestations. Nous avons même des syndicats qui financent les bus pour déplacer des personnes d'un endroit à un autre pour tenir des piquets de grève.

Quelle a été la réponse à l'appel émis par la CLASSE pour une grève sociale, une grève générale contre la politique gouvernementale?

G. Legault: Il n'a pas été important pour l'instant, mais il y a des dynamiques qui peuvent changer cette situation. En 2010, en raison des attaques brutales de Charest contre les services publics, de nombreux syndicats ont pris formellement position en faveur d'une grève sociale. L'un des trois grands syndicats du Québec, la Confédération des Syndicats Nationaux (CSN), a pris position en faveur

d'une grève politique et sociale. Mais ils ne se sont pas engagés pour la réaliser.

L'idée d'une grève sociale est venue de certaines de nos sections syndicales. Mais une grève sociale doit être organisée de façon sérieuse. Nous devons l'élaborer, informer les gens et nous concentrer sur une préparation visant une participation massive.

Nous participons à la Coalition opposée à la tarification et la privatisation des services publics. Cette coalition va être un acteur majeur dans les discussions relatives à l'organisation d'une grève sociale. Elle peut être capable dans les prochains mois de construire un élan vers une véritable grève sociale contre le gouvernement Charest.

Comment percevez-vous la lutte au Québec par rapport aux luttes qui se déroulent dans le monde contre l'austérité?

G. Legault: Je suis fier de dire que nous sommes l'un des mouvements majeurs en Amérique du Nord en ce moment. Nous n'avions jamais pensé qu'une telle chose puisse arriver ici. Les gens voient cependant ce qui se passe dans le monde, ce qui se passe au Moyen-Orient, ce qui se passe dans le mouvement Occupy. Toutes ces actions ouvrent les esprits de chacun·e

en ce qui concerne les problèmes de nos économies, toute cette spéculation financière absurde; et comment nous vivons dans un monde faux, avec des choses fausses et de faux débats. Dans ce système, notre avenir est pris dans un broyeur.

Nous pouvons nous considérer comme partie d'une même lutte mondiale, même si nous ne sommes pas touchés autant ici qu'ailleurs et que le combat n'est pas non plus à une même échelle. Nous envisageons cependant avec plaisir notre mobilisation actuelle comme le début de quelque chose qui pourrait en quelque sorte grandir.

Vers où la lutte se dirige-t-elle?

G. Legault: A la suite des discussions que nous avons eues lors du Congrès, nous avons décidé de ne pas négocier séparément avec les administrations de chaque campus. Tout le monde était très déterminé à poursuivre la lutte. Nous pourrions toutefois rencontrer des problèmes à recommencer la lutte en août. Le gouvernement fait le pari qu'il y aura une forte réaction contre nous à l'automne. Mais le gouvernement s'est aussi discrédité avec la répression qu'il a conduite, toutes les arrestations ainsi qu'avec sa stupide loi.

Ils dépensent en réalité bien plus d'argent en suspendant le semestre et avec toute cette activité sécuritaire qu'ils n'auraient gagné avec les hausses des taxes aux études. C'est complètement fou.

Nous devons donc continuer à nous organiser au cours de l'été. Il y a entre 200'000 et 300'000 personnes chaque nuit dans les rues à Montréal au cours de l'été en raison des festivals. C'est une immense opportunité pour nous de diffuser des informations, de distribuer notre journal et de gagner plus encore de personnes notre lutte. L'été sera chaud.

G. Vézina: Nous devons poursuivre la lutte pour arrêter les hausses. Nous devons gagner. Nous n'avons pas le choix. Si nous gagnons, les choses iront mieux dans l'ensemble du Canada et en Amérique du Nord. Si le mouvement étudiant québécois est défait, cela sera pire pour tout le monde. Nous n'avons pas d'autre choix que de vaincre. Dans ce processus, nous donnons naissance à une nouvelle gauche à même de se battre contre le gouvernement sur de nombreuses autres questions.

Traduction par le Cercle La brèche.

D'autres articles et analyses sur notre blog et la revue en ligne www.alencontre.org

Soutenez le mouvement étudiant québécois!
Répondez à l'appel de fonds de la CLASSE sur le site internet:
www.bloquonslahausse.com

Rejoignez le Cercle La brèche!

*Les jeunes et sympathisants du Mouvement pour le socialisme (MPS) se réunissent aux Universités de **Genève** et **Fribourg** ainsi qu'à **Lausanne** autour des **Cercles La brèche** (CLB) pour proposer des actions et engager la réflexion.*

*Ensemble, nous partageons la conviction que cette société capitaliste est inacceptable, et qu'il faut la changer! À la rentrée de l'automne, le CLB consacrera ses activités à la solidarité avec la résistance en Grèce, à la crise économique européenne et à ses conséquences, au mouvement étudiant québécois et à la lutte contre le racisme. Le **7-9 septembre 2012**, le MPS organise un week-end consacré à l'écologie dans le contexte de la crise du capitalisme mondialisé. Intéressé·e? Contactez-nous à l'adresse jmps@labreche.ch! Pour suivre nos activités: <http://cercle-labreche.wordpress.com>*



«Cherche riche concubin
pour financer mes études»

Saint-Gall, mai 2012

Des taxes universitaires de 8000 francs par année en Suisse?

La Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique a publié en mars dernier un document dont le titre constitue un euphémisme pour ses intentions: *Taxes d'études socialement acceptables*. En d'autres termes: une augmentation généralisée des taxes pondérée par une phraséologie vague sur la nécessaire «acceptabilité sociale». Celle-ci fait l'impasse sur le fait que la Suisse, malgré une tendance à la hausse, reste l'un des derniers de classe parmi les pays de l'OCDE pour ce qui est de la proportion de la population ayant accès aux études supérieures.

Il n'a pourtant pas été nécessaire d'attendre la publication de ce document pour constater une augmentation de la part des frais de scolarité à la charge des étudiant·e·s oscillant entre 6 et 20% pour 10 universités sur 12. Les taxes se situent dans une fourchette située entre 1'000 et 4'000 francs par année pour les étudiant·e·s suisses et respectivement entre 1'000 et 8'000 francs pour ceux de nationalité étrangère.

Ces chiffres, déjà significatifs, préparent à des hausses futures. L'Université de Saint-Gall est la dernière en date, après celles de Berne et de Zurich, à avoir annoncé le relèvement des frais de scolarité. Cette hausse s'est opérée dans le cadre d'une réduction budgétaire décidée au niveau cantonal. À partir de 2014, la hausse sera de 400 à 800 francs pour les cursus en master, de 2'900 à 4'800 francs pour ceux et celles qui prolongent leurs études et de 2'000 à 3'000 francs pour les étrangers. Une mesure qui a suscité la protestation des étudiant·e·s. Une augmentation des taxes est prévue également pour l'École polytechnique fédérale de Lausanne (2'500 francs par année, contre 1'200 aujourd'hui). Le relèvement des taxes pourrait même attein-

dre 8'000 francs par année si l'on en croit Mauro Dell'Ambrasio - secrétaire d'Etat à la Formation, à la recherche et à l'innovation (*Tages-Anzeiger*, 20.12.2010).

Marchandisation ou démocratisation des études?

Ces exemples montrent que la ratification des accords de Bologne, en 1998, a été un levier pour accroître la marchandisation des hautes écoles sur la base d'une hiérarchisation des diplômes, de la standardisation des cursus (basée sur l'obtention de crédit ETCS) et l'augmentation des taxes. Cet ensemble s'achèvera par la mise en place d'un véritable marché européen de l'éducation.

Au-delà de ces aspects, deux questions se posent. Tout d'abord celle relative à la finalité des études. Est-il question de conserver un système universitaire de plus en plus basé sur les besoins diversifiés de nombreuses entreprises (de Rolex à la pharma en passant par Nestlé et les banques), autant en termes de «formatage» du type d'apprentissages que de l'appropriation privée des recherches? Ou voulons-nous défendre un projet de démocratisation des études permettant la réduction des inégalités sociales et la satisfaction des besoins sociaux? Une bataille sociale et politique est nécessaire pour œuvrer en ce sens. C'est ce que nous montrent, dans les conditions qui sont les leurs, les mouvements étudiants chiliens et québécois. Il est temps en Suisse d'envisager de mettre à l'ordre du jour ces questions, lesquelles, outre une opposition aux hausses des frais de scolarité, passent par le développement des bourses d'études ainsi que par des politiques publiques en matière de logement et de gratuité des transports. (*Cercle La brèche*)